



Pierre-Yves Maillard, Président de l'USS, Conseiller national

Référendum contre l'abolition du droit de timbre

Un non le 13 février pour remettre les priorités à l'endroit

Si l'on sondait la population sur les priorités en matière de politique financière, on entendrait à coup sûr parler de primes d'assurance-maladie. De dépenses contraintes et obligatoires en augmentation. De pouvoir d'achat qui stagne. De difficultés à boucler les fins de mois ou à faire un cadeau aux petits-enfants pour Noël. Une chose est certaine : ce dont on n'entendrait certainement pas parler, c'est de la nécessité de renoncer à quelques centaines de millions de francs de recettes fiscales pour supprimer le droit de timbre d'émission sur le capital propre.

Et ce n'est pas pour rien. Le droit d'émission tel qu'il existe aujourd'hui ne pose aucun problème notable pour les entreprises qui souhaitent disposer de capital supplémentaire. Il n'y a donc aucune raison d'accepter sa suppression. Car elle ne serait qu'un allègement de plus en faveur des entreprises et de celles et ceux qui les détiennent.

De toute évidence, la majorité qui a décidé ce projet ne cherche pas à résoudre les problèmes principaux qui se posent aux travailleuses et travailleurs ou aux retraité-e-s de ce pays. Elle poursuit, au contraire, et à bas bruit, le dessein d'alléger toujours davantage l'imposition des grandes fortunes et des entreprises, tandis que chaque centime dépensé par les familles de ce pays est, lui, évidemment taxé. Abolir le droit de timbre alors que tout un chacun paie des impôts sur son revenu, des prélèvements obligatoires tels que les primes maladie, et encore la TVA sur chaque achat : l'iniquité de cette proposition est manifeste.

Nous allons nous battre pour obtenir un refus populaire, comme nous l'avons déjà fait par le passé face à des propositions fiscales injustes. Nous allons batailler pour un non clair et cinglant, non pas seulement parce que cette réforme est économiquement insensée et fiscalement injuste, mais aussi pour remettre les priorités à l'endroit. Le défi à relever, c'est celui de renforcer le pouvoir d'achat pour les gens qui travaillent, pas d'abolir un impôt qui ne frappe par définition que les détenteurs de capitaux importants.